

*Le budget—M. Evans*

Le budget reflète très fidèlement notre conjoncture économique et les mesures qui s'imposent. Le ministre a présenté un budget qui prévoit des mesures de création d'emplois à court terme et qui fait fond sur les programmes de création d'emplois déjà en vigueur, comme le programme de travail partagé, le programme RELAIS et le programme de formation professionnelle. A court terme, le budget favorise la reprise en faisant fond sur les programmes de création d'emplois déjà en vigueur. A moyen terme, il propose de commencer plus tôt que prévu les projets de travaux publics fédéraux et provinciaux qui permettront de créer des emplois. En outre, à moyen et à long terme, il offre une gamme très complète et, à mon avis, très efficace de stimulants pour le secteur privé, de sorte que sa croissance sera bien amorcée au moment où le gouvernement commencera à réduire le nombre de ses programmes de création directe d'emplois.

• (1115)

Étant donné que les gouvernements ne peuvent pas créer d'emplois à long terme, il est très réaliste de reconnaître que seul le secteur privé peut créer des emplois durables à long terme. Comment pouvons-nous sortir de la période de transition où nous sommes maintenant? Nous sommes plongés dans une profonde récession. Nous commençons à nous en sortir, mais comment pouvons-nous accélérer le processus? Comment pouvons-nous engendrer un climat de confiance et créer des conditions économiques qui permettront au gouvernement de créer des emplois à court terme et au secteur privé de fournir des emplois permanents à long terme, et comment pouvons-nous faire le point entre la situation actuelle et le moment où le secteur privé aura retrouvé toute sa vigueur? Le gouvernement a proposé dans ce budget un certain nombre de mesures et de programmes qui atteindront justement cet objectif, selon moi.

Je le répète, monsieur le Président, le budget constitue une attaque en plusieurs étapes contre le chômage et le marasme économique. Il ne pêche pas par excès en accroissant énormément le déficit budgétaire. Je suis certain que le déficit nous préoccupe tous. Il en préoccupe certains moins que d'autres, mais il constitue manifestement un problème important.

Le secteur public ne peut pas continuer à prendre de l'expansion au détriment du secteur privé, car c'est le secteur privé qui produit la prospérité et la croissance économique et qui créera des emplois à long terme. Le gouvernement s'en rend compte et le ministre aussi. Le ministre a essayé d'instaurer un plan d'action prévoyant, pendant la période de transition, la dépense de fonds publics qui diminuera graduellement à mesure que le secteur privé prendra la relève. Ce plan d'action atténuera certainement et éliminera peut-être entièrement les pressions qui pourraient s'exercer sur les taux d'intérêt si le gouvernement et le secteur privé se disputaient les mêmes capitaux d'investissement. Je suis convaincu, monsieur le Président, que nous réussirons à éliminer ces pressions. Le ministre a présenté les mesures qu'il fallait pour cela.

Le budget propose des mesures qui stimuleront l'investissement et favoriseront la croissance économique. Bon nombre d'entre nous affirmons depuis des années que certains secteurs comme les placements en capital-actions et la participation des Canadiens à l'industrie canadienne devaient être stimulés, et le

budget prévoit des mesures à cet égard. A mon avis, ces mesures feront beaucoup pour inciter les Canadiens à acheter des actions dans des sociétés canadiennes. Le budget prévoit aussi des mesures très efficaces en vue d'encourager les Canadiens à investir dans la recherche et le développement et à participer à l'expansion économique de leur pays.

Ces mesures auront, en outre, d'autres retombées qui ne sont pas mentionnées dans le budget et qui seront, à mon sens, très utiles pour mettre sur pied de nouvelles stratégies de rémunération à l'avenir. Si les Canadiens sont plus disposés à acheter des actions dans l'industrie canadienne, nous pourrions élargir le principe de l'indemnisation et mettre sur pied des régimes d'intéressement et de participation financière des travailleurs à l'entreprise qui les emploie. Dans ces conditions, nous pourrions mettre au point un système de rémunération beaucoup plus efficace, utile et axé sur la productivité.

Cette formule s'inspire du système de rémunération en vigueur au Japon. Nous avons entendu le Nouveau parti démocratique dire qu'il aimerait beaucoup étudier ce système de très près. Les députés conservateurs ont également dit la même chose. Ils ont déclaré que le système de rémunération des Japonais, basé sur la productivité, mérite d'être étudié.

Les néo-démocrates affirment qu'au Japon, le taux de chômage n'est que de 3 p. 100, le taux de croissance est nettement supérieur au nôtre, et l'inflation inférieure. Une des principales raisons à cela, c'est que la rémunération de la main-d'œuvre japonaise est fonction de la productivité. Par «main-d'œuvre», on entend non seulement les travailleurs au sens classique du terme, comme diraient les néo-démocrates, mais également tous ceux qui contribuent à la production économique—y compris les gestionnaires—dans un système où la rémunération est fonction de l'apport à la production. En pareil cas, les ralentissements économiques produisent moins de chômage que lorsque la structure salariale est fixe et rigide, comme c'est le cas actuellement au Canada.

• (1120)

Les députés d'en face parlent du déficit budgétaire en disant que le gouvernement ne peut pas employer tout cet argent pour résoudre le problème sans créer de graves difficultés à long terme. Néanmoins, le gouvernement ne peut pas combler son déficit d'un seul coup, monsieur le Président. Nous sommes dans une situation très délicate. Si le gouvernement se laisse obséder par le déficit et s'il tente de le réduire en ce moment, il pourrait replonger l'économie dans la récession, et de nombreux économistes de renom sont d'accord là-dessus.

Il faut trouver le juste milieu, et je crois que le ministre a fait ce qu'il fallait pour cela. Sans ce budget, le déficit n'aurait pas été aussi élevé, c'est vrai, mais je crois que c'est également une bonne chose. Le déficit n'est pas tellement plus lourd; le ministre l'a accru de façon à venir à bout de certains problèmes urgents que nous lui avons tous signalés au cours des discussions économiques de ces derniers mois. J'estime que le ministre a pris les mesures qui s'imposaient dans les circonstances et qu'il a proposé un plan visant à réduire graduellement le déficit. A mon avis, cela n'empêchera pas la croissance et le développement économiques qui vont succéder à nos graves difficultés actuelles.